

Initiatives ministérielles

[Français]

Je note que, de l'autre côté, on me hue encore. On est en train de me crier des bêtises parce que je lis une partie de mon texte. Lorsqu'on parle des femmes, je trouve ça vraiment curieux que celle qui crie le plus fort à la Chambre est une femme, une Conservatrice.

[Traduction]

«Certains frais de soins de santé non assurés comme les médicaments et les services dentaires, ainsi que les frais d'entretien des enfants d'assistés sociaux en foyer d'accueil.»

[Français]

C'est un sujet très important, très sérieux, et les moins bien nantis ont besoin d'un peu d'amour. Ce n'est pas le moment pour des députés du gouvernement d'essayer de me déranger dans mon discours lorsque j'essaie d'expliquer que cette proposition n'est pas correcte. On se dérobe de notre engagement social envers les pauvres, envers les femmes. Continuez encore, madame la conservatrice, à me crier des bêtises!

Je dois lui dire, monsieur le Président, que j'ai une conscience envers les enfants, envers les personnes âgées et envers les femmes.

Monsieur le Président, en Ontario, on voit plusieurs personnes converger vers la région de la Capitale nationale. J'ai eu l'honneur pendant cinq ans de siéger au Comité des services sociaux, et j'ai pu constater que différents groupes de la région faisaient des demandes d'aide auprès du gouvernement régional. Certaines personnes demandaient même de l'aide pour des funérailles parce qu'elles ne pouvaient se payer ce luxe.

Monsieur le Président, quand nous consultons les derniers rapports des services sociaux de la région de la Capitale nationale, c'est-à-dire de la Municipalité régionale d'Ottawa—Carleton, on nous dit que les dépenses vont en doublant et en quadruplant en ce moment, et que les gens de la Capitale nationale aimeraient bien subvenir davantage aux besoins de la communauté qui en a réellement besoin. Je soumets que le gouvernement conservateur, à l'heure actuelle, dit à la province d'Ontario: Vous êtes très riche, alors payez davantage la note. Cela semblerait peut-être correct s'il y avait moins de chômage en Ontario, si l'économie était meilleure, si les gens dépensaient plus, s'il y avait moins de faillites. Chaque jour, lors de bulletins de nouvelles, nous entendons parler de faillites d'entreprises et de faillites personnelles. Cela démontre qu'il y a un malaise économique. Les gens sont

tellement «pognés» en Ontario! Cette province connaît le plus haut taux de *cross-border shopping* au Canada. On montre du doigt le *free trade*, le système économique du gouvernement et, en retour, notre gouvernement dit: Ecoutez, on va plafonner notre apport d'aide aux provinces, à l'Ontario, par exemple. Et on fait fi du fait que les statistiques démontrent d'une façon astronomique, dans le cas des femmes battues et des enfants maltraités, que. . .

M. Kindy: J'invoque le Règlement, monsieur le Président.

M. Kindy: Monsieur le Président, je voudrais vous informer que l'Ukraine a reconnu officiellement et diplomatiquement la Croatie. Et j'espère que le gouvernement du Canada va faire de même. Je vous remercie.

Le président suppléant (M. DeBlois): L'honorable député a beaucoup trop d'expérience à la Chambre pour savoir que, indépendamment de l'importance du sujet qu'il soulève, ce n'était pas là un recours au Règlement. Je redonne la parole à l'honorable député de Carleton—Gloucester.

M. Bellemare: Je vous remercie, monsieur le Président, et le député me déçoit lorsqu'il pense que nous sommes à la télévision et qu'il peut faire un *flash*, tout à coup, pour interrompre les débats et l'écouter parler d'un incident qui se passe ailleurs qu'au Canada, et qui n'est pas de nature à un rappel au Règlement.

Donc, pour terminer, monsieur le Président, j'aimerais dire que notre gouvernement a perdu la conscience sociale. Jusqu'à il y a quelque temps, il semblait en avoir un peu, et je dis bien «un peu», pas beaucoup mais un peu. Mais là ils veulent se rapprocher de plus en plus des politiques du Parti réformiste, en disant: Le gouvernement fédéral se mêlera de moins en moins des services sociaux, en partageant avec les provinces. Et on va demander aux gens de faire plus de bénévolat, on va demander aux compagnies de ne plus contribuer pour les gens qui ont besoin d'aide sociale.

• (1700)

M. Vincent: J'invoque le Règlement, monsieur le Président. Je demanderais le consentement unanime de la Chambre pour déposer un document, ce qui aurait dû être fait plus tôt aujourd'hui, mais qui malheureusement ne l'a pas été. Je pense que dans l'esprit de la période des Fêtes, ce consentement devrait être obtenu, si mes collègues sont d'accord.

Le président suppléant (M. DeBlois): Y a-t-il consentement unanime pour que ce document soit déposé?